

Direction départementale des territoires

Arrêté préfectoral

limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin de la Charente

Le préfet des Deux-Sèvres, Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 à L.211-10, L.215-7 à L.215-9, L.216.1, L.216.10 et R.211-66 à R.211-70, portant application de l'article L. 211-3, relatif à la limitation ou à la suspension des usages de l'eau;

Vu le code pénal;

Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département en matière de police ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

4 rue Du Guesclin 79099 Niort cedex 09 Tél.: 05 49 08 68 68 www.deux-sevres.gouv.fr Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 07 mai 2024 portant modification de l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde

Vu l'arrêté du 20 mai 2025 portant modification de l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 modifié le 07 mai 2024 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde

Vu l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2025 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin de la Charente ;

Considérant que les dispositions de limitations des usages de l'eau sont rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable des populations, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau ;

Considérant que le débit observé à la station hydrométrique du Moulin de Châtre est passé au-dessus du seuil d'alerte depuis plus de sept jours avec un débit mesuré de 1,22 m³/s le 16 septembre 2025 pour un seuil d'alerte de 0,800 m³/s ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Article 1er: Abrogation

L'arrêté préfectoral du 12 septembre 2025 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin de la Charente est abrogé.

Article 2 : Mesures de limitation ou de suspension pour les prélèvements agricoles à usages d'irrigation

L'évolution des niveaux et des débits aux stations piézométriques et hydrométriques rattachées aux zones d'alertes entraîne la mise en œuvre de mesures de limitation des prélèvements d'eau dans les cours d'eau et les nappes suivant les niveaux de gravité atteints définis dans le tableau suivant, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté cadre interdépartemental susvisé.

Zones de gestion	Indicateur de référence	Niveau de restriction	Mesure de gestion	Date d'entrée en application
Charente amont nappe		hors alerte		
Charente amont superficielle	Débitmètre de Vindelle	Hors alerte		8 septembre 2025 à 8h00
Péruse	Piézomètre de Jarriges	Alerte	Volume hebdomadaire restreint à 5 % du volume autorisé	15 septembre 2025 à 8h00
Aume Couture	Piézomètres d'Aigre ou station moulin de Gouge	Alerte	Interdiction d'irriguer sauf dérogation	15 septembre 2025 à 8h00
Boutonne supra	Débitmètre Moulin de Châtre	vigilance	mesures de sensibilisation	22 septembre 2025 à 8h00
Boutonne infra-toarcien	Piézomètre Les Outres	hors alerte		1 ^{er} septembre 2025 à 8h00

Les volumes hebdomadaires restreints s'appliquent à tous les préleveurs-irrigants pour chaque période hebdomadaire, sauf aux volumes autorisés globaux inférieurs à 5000m3 par exploitations. La période hebdomadaire débute chaque jeudi à 8H00.

Les interdictions d'irriguer ou restrictions par jours d'interdiction d'irrigation s'appliquent à tous les préleveurs-irrigants, sauf aux cultures maraîchères dérogatoires accordées par les services de l'État après réception d'une demande motivée déposée par l'organisme unique de gestion collective (OUGC). Les cultures dérogatoires autorisées sont limitées à 200m3/ha.

Article 3 : Mesures de limitation ou de suspension pour les prélèvements autres usages publics ou privés effectués directement sur le milieu naturel (hors irrigation agricole et hors réseau eau potable)

L'évolution des niveaux et des débits aux stations piézométriques et hydrométriques rattachées aux zones d'alerte entraîne la mise en œuvre de mesures de limitation des prélèvements d'eau dans les cours d'eau et les nappes suivant les niveaux de gravité atteints définis dans le tableau suivant, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté cadre interdépartemental susvisé.

Zones de gestion	Indicateur de référence	Niveau de restriction	Date d'entrée en application
Charente amont nappe		hors alerte	
Charente amont superficielle	Débitmètre de Vindelle	Hors alerte	Lundi 8 septembre 2025 à 8h00

Péruse	piézomètre de Jarriges Alerte		Lundi 15 septembre 2025 à 8h00
Aume Couture	Aume Couture Piézomètres d'Aigre ou station moulin de Gourge		Lundi 15 septembre 2025 à 8h00
Boutonne supra Débitmètre de Moulin de Châtre		Vigilance	Lundi 22 septembre 2025 à 8h00
	Charle		2020 4 01100

Les niveaux de gravité mentionnés ci-dessous entraînent la mise en œuvre des mesures définies à l'annexe 1 du présent arrêté, pour chaque zone d'alerte concernée.

Article 4: Application

Les prélèvements à partir du réseau d'adduction en eau potable ne sont pas concernés par le présent arrêté.

Ces dispositions sont en vigueur sur chaque sous-bassin à compter des dates mentionnées dans les tableaux des articles 2 et 3.

Ces mesures de restriction demeurent en vigueur tant que les conditions météorologiques actuelles subsisteront et que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle.

En tout état de cause, elles prendront fin le 31 octobre 2025 à 24h, date de fin de gestion estivale.

La liste des communes concernées figurent en annexe 2.

Article 5: Sanctions

Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contraventions de la 5^{ème} classe).

Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe quiconque à contrevenu aux dispositions du présent arrêté. Les sanctions prévues aux articles L.126-1, L.216-6 à L.216-13 du code de l'environnement s'appliquent.

Article 6: Droit des tiers

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7: Voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant la date de sa dernière mesure de publicité, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet <u>www.telerecours.fr</u>.

Article 8: Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département des Deux-Sèvres et est adressé aux maires des communes pour information et affichage.

L'ensemble des mesures de restriction sont consultables sur le site des services de l'État des Deux-Sèvres et sur le site VigiEau : https://vigieau.gouv.fr/

Article 9: Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité des Deux-Sèvres, le directeur départemental des territoires des Deux-Sèvres, le commandant du groupement de la gendarmerie des Deux-Sèvres, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Niort, le

Simon FETET

Annexe 1

MESURES DE GESTION APPLICABLES AUX PRÉLÈVEMENTS D'EAU HORS IRRIGATION, SELON LE NIVEAU DE GRAVITÉ DE L'ÉTIAGE

A titre exceptionnel, et sous certaines conditions dûment justifiées, certains usages de l'eau pourront être maintenus sous réserve d'une autorisation demandée et délivrée par la DDT(M). L'autorisation avec les dates et/ou horaires autorisées devra être affichée sur le site concerné.

<u>Légende des usages</u>: P = Particulier E = Entreprise C = Collectivité A = Exploitant agricole

Paragraphe 1.1 - Usages domestiques et secondaires

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Р	E	С	Α
Arrosage des jardins potagers (y compris serres non-agricoles)	Information via communiqué de presse	Interdit de 13h00 à 20h00	Interdit de 8h00 à 20h00		×	×	×	x
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers (Ilots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités: une adaptation moins stricte peut être intégrée dans les arrêtés cadres sur la base des restrictions applicables aux jardins potagers)		Interdit de 8h00 à 20h00	(sauf cas particul d'arbres et arbuste interdiction de arrosages limités à 2 20h00 à 8h00, sous r plus strictes	ion totale ier des plantations s de moins de 3 ans - 8h00 à 20h00 et 2 fois par semaine de éserve de restrictions s nécessaires on en eau potable)	×	×	×	×
Arrosage des terrains de sport (y compris aires d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits VTT)		Interdit de 13h00 à 20h00	Interdit de 8h00 à 20h00 et limité à 2 nuits par semaine	Interdiction totale sauf pour terrains de sport d'enjeu national ou international : Interdit de 8h00 à 20h00 et limité à 2 nuits par semaine Interdiction totale en cas de pénurie d'eau potable	X	X	X	X

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Р	Ε	С	Α
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h00 à 20h00 + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 30 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage. Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens et des départs + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 60 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage. Le com être		Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20h00 et 8h00 sauf en cas de pénurie d'eau potable + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage. Les relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les semaines à la DDT(M)	×	×	×		
Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels		Interdit sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur Interdiction totale sauf impératif sanitaire Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur		×	×	×	×	
Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers		s	Interdiction totale auf impératif sanitaire		X			
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées		Interd sauf impératif sar ou lié à de	nitaire, sécuritaire	Interdiction totale sauf impératif sanitaire et sécuritaire	x	X	x	x
Remplissage de piscines familiales		Interdicti sauf remise à niv remplissage si le cha avant les premières consultation du l'alimentation e	veau et premier antier avait débuté restrictions et après gestionnaire de	Interdiction totale	x			
Remplissage de piscines accueillant du public		sauf impératif s	Interdiction totale anitaire soumis à valid	dation de l'ARS	X	Х	Х	

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Р	Е	С	Α
Vidange de piscines		Interdiction totale cf article R.1331-2 du Code de la santé publique : " Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées des eaux de vidange des bassins de natation. Toutefois, les communes agissant en application de l'article L.1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte."		x	X	x		
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert		Interdiction totale			x	x	x	
Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue		Interdiction totale				x	x	

Paragraphe 1.2 - Usages ICPE

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Р	E	С	Α
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau Se référer à leur arrêté d'autorisation ou de prescriptions	Les opérations ex génératrices d'e d'opération de nett ou	l'autorisation ou de proceptionnelles consom aux polluées sont reprovage grande eau) sau lié à la sécurité publique prélèvement devra hebdomadairement.	matrices d'eau et ortées (exemple if impératif sanitaire ue.		×	×	×

Annexe 2:

LISTE DES COMMUNES CONCERNÉE PAR ZONE DE GESTION

CHARENTE AMONT SUP	ERFICIELLE		
PLIBOUX	SAUZE-VAUSSAIS	LIMALONGES	MONTALEMBERT

AUME-COUTURE				
ALLOINAY	CHEF-BOUTONNE	LOUBIGNÉ	LOUBILLÉ	VALDELAUME
AUBIGNÉ	COUTURE- D'ARGENSON	MELLERAN	PAISAY-LE-CHAPT	VILLEMAIN

BOUTONNE SUPRA ET	OUTONNE SUPRA ET INFRA TOARCIEN						
AIGONDIGNE	CHIZE	MAISONNAY	SAINT-ROMANS-LES-MELLE				
ALLOINAY	ENSIGNE	MARCILLIE	SAINT-VINCENT-LA- CHATRE				
ASNIERES-EN-POITOU	FONTIVILLIE	MARIGNY	SECONDIGNE-SUR-BELLE				
AUBIGNE	JUILLE	MELLE	SELIGNE				
BEAUSSAIS-VITRE	LE VERT	MELLERAN	SEPVRET				
BRIEUIL-SUR-CHIZE	LES FOSSES	PAIZAY-LE-CHAPT	VALDELAUME				
BRIOUX-SUR- BOUTONNE	LEZAY	PERIGNE	VERNOUX-SUR-BOUTONNE				
BRULAIN	LOUBIGNE	PLAINE-D'ARGENSON	VILLEFOLLET				
CELLES-SUR-BELLE	LUCHE-SUR-BRIOUX	SAINT-MEDARD	VILLIERS-EN-BOIS				
CHEF-BOUTONNE	LUSSERAY	SAINT-ROMANS-DES- CHAMPS	VILLIERS-SUR-CHIZE				
CHERIGNE	FONTENILLE-ST-MARTI	,					